



Rédacteurs : Anaïs Vydelingum, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht, Marin Sorasso-Bluem

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.





Les articles sont développés dans les pages suivantes.

## Les titres de la presse

### Armement

-  1. Laser : la Commission européenne autorise le rachat de 63% du capital de CILAS par Safran et MBDA
-  2. Le projet PROTEUS pourrait donner à la Marine nationale la capacité de déployer des « meutes » de drones sous-marins

### International

-  3. Mali : les habitants de Gao désespérés face à « l'insécurité gravissime » dans tout le secteur
-  4. Rivalité Chine-Etats-Unis : « L'objectif américain est d'endiguer les progrès technologiques chinois dans tous les secteurs-clés »
-  5. Xi Jinping s'assure un troisième mandat à la tête de la Chine
-  6. Sommet de l'UE : entre la France et l'Allemagne, encore de l'eau dans le gaz

### Opérationnel

-  7. Selon un rapport, le déficit d'entraînement des pilotes de l'armée de l'Air et de l'Espace est « préoccupant »
-  8. Guerre en Ukraine : la Russie acte la fin de la mobilisation partielle
-  9. Après une attaque de drones en Crimée, Moscou se retire de l'accord sur les céréales

## Armement

### 1. Laser : la Commission européenne autorise le rachat de 63% du capital de CILAS par Safran et MBDA

Les armes à effet dirigé, aussi appelées laser, sont en cours de développement. En France, la Compagnie industrielle des Lasers (CILAS), filiale d'ArianeGroup, est par exemple en train de développer le High Energy Laser for Multiple Applications – Power (HELMA-P), qui sert à se défendre contre divers moyens volants, dont les drones, en les ciblant et les éliminant. La société est pourtant en difficulté financière, d'autant qu'ArianeGroup souhaite revendre sa participation. Afin de conserver cette pépite technologique française, il est convenu que les sociétés françaises SAFRAN et MBDA récupèrent ces parts, avec celles déjà détenues par Lumibird. Cela permettrait de segmenter en partie les activités orientées vers le civil et celles orientées vers la défense. La commission européenne vient ainsi de donner son feu vert à cette répartition tripartite de l'actionariat.

### 2. Le projet PROTEUS pourrait donner à la Marine nationale la capacité de déployer des « meutes » de drones sous-marins

Depuis novembre 2020, la société Arkeocean porte le projet PROTEUS qui a pour objectif de créer une sorte d'armée de drones sous-marins, en partenariat avec l'École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA) Bretagne et la Direction générale de l'armement (DGA) « Techniques navales ». En juillet dernier, Arkeocean a présenté la technologie de guidage acoustique nommée SEAKER, sur laquelle repose le projet PROTEUS, et qui permet de coordonner près de 200 drones sous-marins. Cette prouesse technologique permet de conduire des missions d'observations sous-marines tout en réduisant les coûts d'acquisitions des données reçues lors de missions de surveillance et de lutte anti-sous-marine.

Concrètement, l'objectif est d'avoir une « meute » de véhicules sous-marins autonomes qui capteraient précisément les données de l'activité militaire et civile sous-marine grâce à une « grande antenne synthétique d'écoute discrète », en somme un récepteur acoustique UBF. Les données reçues seraient ensuite plus efficacement et plus rapidement traitées, ce qui permettrait de « détecter et positionner des menaces sous-marines lointaines » explique la DGA. A ce jour, les expérimentations réalisées sont prometteuses puisqu'elles ont permis de développer un démonstrateur d'antenne sonar surfacique de 500 mètres de long et de 100 mètres de hauteur.

La société Arkeocean souhaiterait également mettre au point deux nouveaux véhicules sous-marins autonomes : les INCA qui seraient une sorte de réceptacle précis d'enregistrements acoustiques de grande envergure, et MAYA qui trierait ces dits enregistrements et les transmettraient, une fois revenu à la surface, par radio ou satellite à un centre opérationnel. Dans le cadre d'une mission sous-marine, cela permettrait au centre opérationnel d'avoir un retour sur la situation tactique de l'ensemble des mobiles et potentiellement corriger la position de certains INCA égarés.

### 3. Mali : les habitants de Gao désemparés face à « l'insécurité gravissime » dans tout le secteur

Alors que les derniers militaires français de la Force Barkhane ont quitté le Mali en août 2022, les habitants de Gao (Mali) s'inquiètent aujourd'hui de l'insécurité grandissante et qualifiée de « gravissime », selon les propos reportés par le correspondant de RFI à Dakar, Serge Daniel. A Gao, les forces vives subissent régulièrement des attaques à main armée, ainsi que des vols. Face à cette situation, elles ont demandé à l'Etat, vendredi 21 octobre, d'assurer leur sécurité. L'un des porte-paroles des forces vives de Gao a d'ailleurs déclaré : « Nous, population de Gao, face au constat de l'insécurité grandissante et gravissime, avons demandé à l'État de procéder aux fouilles systématiques des suspects, d'intensifier les patrouilles, d'interdire les engins non immatriculés, de juger les personnes arrêtées ». En outre, l'inquiétude et la colère des habitants de la principale localité du nord du Nord-Mali, sont partagées par les localités voisines de la ville, sachant qu'à Gao des assassinats ciblés sont commis en plein centre-ville.

### 4. Rivalité Chine-Etats-Unis : « L'objectif américain est d'endiguer les progrès technologiques chinois dans tous les secteurs-clés »

Pendant que l'armateur Chinois COSCO acquiert une partie du port de Hambourg grâce au soutien du chancelier Scholz contre l'avis de ses ministres, les États-Unis accélèrent le durcissement de leurs politiques restrictives en matière commerciale contre la Chine. Début octobre, les États-Unis interdisaient peu ou prou l'exportation de semiconducteurs et visaient désormais à restreindre le développement technologique civil chinoise. Cette décision marque un tournant dans les relations économiques États-Unis-Chine, désormais placées sous le signe de la défiance et de la volonté d'endiguer l'essor de la Chine comme stipulée dans la Stratégie de Sécurité Nationale et dans la Stratégie de Défense Nationale des États-Unis publiées ce mois. Le président Biden attend désormais de voir si des Européens suivront et affirme que les restrictions misent en places « perdront de leur efficacité dans le temps si aucun pays ne nous rejoint ».

### 5. Xi Jinping s'assure un troisième mandat à la tête de la Chine

A l'occasion du XXe congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) qui s'est tenu à huis clos le 23 octobre dernier, l'actuel président Xi Jinping a été reconduit pour un troisième mandat consécutif de cinq ans. Toutefois, ce ne sera qu'en mars 2023 qu'il sera officiellement désigné comme président de la République Populaire de Chine, faisant de lui l'homme le plus puissant depuis Mao Zedong, fondateur du régime. Ce congrès, dont le résultat n'est que peu surprenant, a pourtant fait grand bruit dans la mesure où l'ancien président Hu Jintao a été écarté du nouveau jeu politique chinois, qui ne comptera désormais que des proches collaborateurs de Xi Jinping.

Parmi les nouveaux membres du comité permanent du PCC, nous retrouvons Li Qiang, patron du PCC de Shanghai qui a appliqué à la lettre « la politique zéro covid » et qui sera le Premier Ministre de Xi Jinping, Cai Qi, actuel secrétaire général du PCC de Pékin qui se chargera du bureau des affaires générales du parti ou bien encore Li Xi, secrétaire général du PCC de la province du Guangdong, qui aura la charge de superviser la campagne anti-corruption au sein du PCC lancée en 2012.

Ces hommes de confiance sont ainsi pour Xi Jinping l'occasion d'asseoir sa domination sur le PCC mais aussi de porter la Chine au rang de superpuissance. En ce sens, le président a rappelé sa volonté de faire de la Chine un « pays socialiste moderne » d'ici à 2035, pour parvenir à la « grande renaissance de la nation » en 2049, cent ans après la proclamation de la Chine populaire. Ce renouvellement n'a pas été sans protestations qui ont toutefois été muselées par le PCC. Des centaines de comptes WeChat ont été désactivés voire même supprimés car les utilisateurs ont partagé des publications appelant à renverser le président. Malgré les promesses du président, son troisième mandat s'annonce compliqué entre le ralentissement économique, les tensions sino-américaines autour de la question taïwanaise et les revendications pour plus de liberté portées par sa population.

### 6. Sommet de l'UE : entre la France et l'Allemagne, encore de l'eau dans le gaz

Les différends entre la France et l'Allemagne s'amoncellent. Après le report *sine die* d'un conseil des ministres conjoint qui a fait grand bruit dans les médias, et malgré la venue du Chancelier Olaf Scholz à Paris ce mercredi 26 octobre pour une rencontre avec le président français, les sujets sont légion. Au niveau de l'armement, le projet de bouclier anti-missile européen piloté par l'Allemagne mêlant lanceurs allemands et missiles israéliens ou états-uniens, et qui inclut même le Royaume-Uni, isole la position française et italienne, qui disposent déjà de ces capacités. D'autres projets d'armements franco-allemands peinent également à avancer, comme le système de combat aérien du futur (SCAF) et le Main ground combat system (MGCS). De même, les questions économiques dans un contexte économique difficile crispent les deux pays : après la mesure surprise d'un plan national allemand de 200 milliards d'euros pour soutenir ses industries sans concertation avec les voisins européens, les discussions entre la France et l'Allemagne au sein de l'Union européenne reposent sur le plafonnement européen ou non du prix du gaz. La France milite pour et l'Allemagne contre, et chacun a ses soutiens.



### 7. Selon un rapport, le déficit d'entraînement des pilotes de l'armée de l'Air et de l'Espace est « préoccupant »

Face à « l'opération spéciale militaire » de Vladimir Poutine déclenchée en vue du contrôle de l'Ukraine, la France fait bloc derrière l'Europe en envoyant des armes. Mais à mesure que les envois augmentent, des inquiétudes émergent quant à la capacité effective de la France à pourvoir riposter en cas d'attaque sur le territoire national. Selon le député Rassemblement National Frank Giletti, rapporteur pour avis sur les crédits destinés à l'armée de l'Air & de l'Espace (AAE) pour l'année 2023, le déficit d'entraînement des pilotes de l'AAE et le manque d'équipements « missionnels » sont inquiétants si la France devait s'engager dans un combat de haute intensité.

En ce sens, il faudrait porter le nombre de « Rafale Air » à 225 exemplaires, soit 40 exemplaires de plus que ce qui est prévu par l'actuelle Loi de programmation militaire. Il serait également judicieux d'augmenter de façon significative les pods de désignation laser qui, faute d'être en nombre suffisant, doivent être montés et démontés d'un avion à l'autre. De plus, M. Giletti explique qu'il est indispensable de « rehausser significativement les stocks de missiles, notamment les missiles air-air de type Mica ou Meteor » afin de permettre aux aviateurs de s'entraîner régulièrement. D'après son rapport, au regard du stock actuel, les aviateurs ne peuvent tirer qu'un seul missile de ces types dans toute leur vie d'aviateur.

Enfin, M. Giletti insiste sur la nécessité d'augmenter le nombre d'heures d'entraînements des pilotes de chasse de l'AAE, qui ne feront plus que 147 heures de vol en 2023, alors même que les normes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont fixées entre 180 et 320 heures annuelles. M. Giletti conclut donc son rapport sur un ton plus que mitigé quant à l'avenir en rappelant que ce « déficit d'entraînement est particulièrement préjudiciable, alors que le contexte stratégique actuel requiert bien au contraire un durcissement de la préparation opérationnelle ».

### 8. Guerre en Ukraine : la Russie acte la fin de la mobilisation partielle

Après l'annonce du 21 septembre d'une mobilisation partielle russe pour compléter les effectifs, sept mois après le début de l'« opération spéciale », les autorités russes annoncent avoir rempli leurs objectifs, en précisant qu'aucune autre mobilisation supplémentaire n'était à ce jour prévue. Face aux récents heurts sur le terrain et aux contre-offensives ukrainiennes, la mesure avait été portée dans un mois difficile pour les troupes russes. Cette annonce avait fait polémique, vu que les 300 000 réservistes pouvaient être sélectionnés dans un vivier large de la population civile, étant réserviste toute personne ayant effectué le service militaire, ce service militaire étant obligatoire. Ce service a d'ailleurs occasionné des fuites de personnes du pays. Si les chiffres sont à prendre avec des pincettes, cette fuite pourrait concerner quelques centaines de milliers de Russes dans les pays limitrophes.

Quoi qu'il en soit, cette mobilisation est déclarée complète. Depuis, les combats continuent. Dans un registre similaire sur l'implication de la population civile, les autorités russes ont ordonné aux territoires ukrainiens actuellement sous leur contrôle mais en cours de reprise, comme la ville de Kherson et ses alentours, de mettre en place une évacuation des civils en Russie. Les Ukrainiens accusent cette évacuation d'être une déportation déguisée de population.

### 9. Après une attaque de drones en Crimée, Moscou se retire de l'accord sur les céréales

La mer Noire reste au cœur de toutes les préoccupations alimentaires. En effet, l'Ukraine et la Russie sont deux grands pays exportateurs de céréales et autres produits agricoles. Depuis le début de l'opération spéciale russe, cet approvisionnement est mis entre parenthèse. Les deux pays ont pourtant signé le 22 juillet 2022 des accords avec l'ONU et la Turquie pour établir des corridors maritimes permettant l'exportation effective des céréales face aux risques d'une crise alimentaire, certains pays étant très dépendants du blé ukrainien et russe. Cet accord vient de voler en éclat après une attaque de drones sur le port de Sébastopol ce samedi 29 octobre 2022. Ce port de Crimée est une des bases navales les plus importantes de la région, et a été capturé en 2014 pendant l'annexion de la Crimée par la Russie. Cette attaque aurait été effectuée par neuf drones aériens et sept drones maritimes, qui auraient tous été abattus. L'état des dommages est à ce jour incertain. Quoi qu'il en soit, la Russie accuse les Ukrainiens mais également des experts britanniques qui auraient contribué à cette opération, et s'est retiré des accords céréaliers, ce qui risque de prolonger le risque de crise alimentaire.